



Ministère de l'Intégration Africaine  
et des Ivoiriens de l'Extérieur

# Miaie Magazine

N°01 du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2018



JEAN-CLAUDE BROU PRÉSIDENT  
DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO



INTERVIEW / IBRAHIM SANGARÉ  
(EX-MIGRANT)



INTÉGRATION ET DIASPORA

**Objectif :  
PERFORMANCE  
EN 2018**

Hier apprenti , aujourd'hui patron de garage  
et père de famille.

**Je ne bouge pas !**



**Non à la  
migration  
irrégulière**

Organisation Internationale pour les Migrations ( OIM ) - Côte d'Ivoire :

Cocody les II Plateaux Vallon • Lot N° 1616 Rue J 107 • Abidjan Côte d'Ivoire • Tél: +225 22 52 82 00 • Email: iomabidjan@iom.int • Internet: <http://www.iom.int>

Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur ( DGIE ) :

Abidjan Cocody vers la Polyclinique des II Plateaux • [www.integration.gouv.ci](http://www.integration.gouv.ci) • Tél: 22 41 43 72



MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE  
ET DES IVOIRIENS DE L'EXTÉRIEUR



Ministère fédéral  
des Affaires étrangères

# Sommaire

<b>ÉDITORIAL</b>	<b>3</b>
<b>ACTUALITÉS</b>	<b>4-5-6</b>
<b>DOSSIERS</b>	<b>8-9-10-11</b>
<b>LUCARNE</b>	<b>12-13</b>
<b>FOCUS</b>	<b>14-15</b>
<b>AUDIENCES DU MINISTRE</b>	<b>16-17</b>
<b>L'ACTU EN IMAGES</b>	<b>18-19</b>
<b>PARTENARIAT</b>	<b>21</b>
<b>ORGANISME</b>	<b>22</b>

# Editorial

**A**u cours de l'année écoulée, on peut affirmer, sans triomphalisme aucun, que nous avons été à la hauteur des enjeux.

Qu'il s'agisse de l'intégration africaine ou de notre action en faveur de nos compatriotes ayant choisi de vivre hors du territoire national, nous avons été constamment à l'initiative pour faire gagner la Côte d'Ivoire.

## Des résultats que nous avons obtenus, nous pouvons tirer une légitime fierté.

Nul doute que la nouvelle année confirmera ce sentiment du devoir accompli, grâce au dévouement de tous les agents de ce département ministériel qui ont tous pris une part à cette réussite collective. La diplomatie mise en œuvre par le Président Alassane OUATTARA porte ses fruits. À preuve, l'honneur qui est fait à la Côte d'Ivoire d'occuper l'un des dix sièges de membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Pendant deux années à compter de janvier 2018, elle y représentera l'Afrique, et cet honneur est conforme au poids que pèse désormais notre pays sur l'échiquier international. C'est l'aboutissement d'un engagement permanent en faveur d'une véritable intégration africaine, mais ce n'est pas le seul.

Cette position centrale a également été illustrée par l'organisation parfaite en 2017 du 5ème Sommet Union Africaine - Union Européenne, dont le retentissement international a été remarqué, notamment pour la qualité, la précision et la pertinence des thèmes qui ont été mis en avant et qui portent essentiellement - et de manière cohérente - sur la jeunesse.

Ainsi a-t-il été recommandé d'augmenter l'effort en faveur de l'éducation et de la formation pour répondre efficacement aux défis des centaines de millions de jeunes Africains qui espèrent un avenir meilleur. En même temps, il faudra mobiliser des investissements massifs pour créer une croissance économique profitable au plus grand nombre et aux plus démunis. Parallèlement, la paix et la sécurité sur le continent, notamment dans les zones exposées au terrorisme, constitueront la préoccupation majeure des partenaires, qui s'engagent à traiter les problèmes de la migration à la fois en luttant contre les passeurs et les trafiquants et en dissuadant les candidats à la mobilité de partir. La part prépondérante assumée par la Côte d'Ivoire dans ce Sommet a renforcé le respect que sa diplomatie inspire sur le continent, en particulier dans le domaine de l'intégration africaine. On se souvient que les États de la Communauté d'Afrique de l'Ouest avaient confié au Président Alassane OUATTARA la plus haute responsabilité au lendemain même de la crise postélectorale. Aujourd'hui, la nomination du Ministre Jean-Claude BROU à la présidence de la Commission de la CÉDÉAO constitue, à nos yeux, une reconnaissance de l'engagement constant de notre pays en faveur d'un idéal qui nous dépasse : celui de l'intégration africaine. Dans le domaine des Ivoiriens de l'extérieur, la Côte d'Ivoire fait figure de pionnier, à la fois pour intégrer la diaspora au développement national, mais aussi en prenant en compte les compatriotes qui ont choisi démigrer et qui ont échoué dans leur tentative.

Un premier Forum avait été organisé en 2015 et il avait appelé les Ivoiriens expatriés à participer à l'effort du pays dans son désir d'atteindre l'émergence dans les meilleurs délais. Cette invitation avait été entendue et le deuxième Forum tenu en 2017 a enregistré la présence d'un grand nombre d'opérateurs économiques déjà engagés pour faire profiter leur pays de leurs expériences et de leurs moyens. Le slogan adopté (la Diaspora, 32<sup>ème</sup> Région de Côte d'Ivoire) illustre bien l'insertion de cette communauté au territoire national.

Mais cet événement fut aussi l'occasion de sensibiliser l'opinion publique ivoirienne au défi majeur que devra affronter la planète entière au 21<sup>ème</sup> siècle : les migrations irrégulières. Sur ce sujet, notre pays a parfaitement su anticiper - contrairement à beaucoup d'autres - en ne s'enfermant pas dans le déni et en reconnaissant qu'il pouvait se trouver des Ivoiriens dans les flux migratoires enregistrés en Italie. Ensuite, nous avons entrepris très tôt des opérations de rapatriement de nos ressortissants bloqués, voire maltraités en Libye, et nous avons initié des actions de réinsertion pour tous ces jeunes afin qu'ils retrouvent la confiance dans leurs institutions. Enfin, le MIAIE a sillonné le pays pour sensibiliser les potentiels partants aux dangers qu'ils pourraient courir sur les routes étrangères, et à l'intérêt qu'il y a à demeurer sur sa terre natale pour contribuer à l'effort collectif vers le développement.

Dans sa vision globale, l'expérience ivoirienne est apparue comme exemplaire au point que d'autres pays ont sollicité notre expertise et voulu connaître notre démarche.

Faire rayonner la Côte d'Ivoire sur l'ensemble du continent africain, faire prévaloir une diplomatie de dialogue et de solidarité, associer la diaspora aux efforts vers l'émergence, traiter sans tabou et de manière constructive la crise migratoire internationale, tels sont les grands axes de la politique édictée par le Président Alassane OUATTARA que nous nous ferons le devoir de suivre avec encore plus de détermination, parce qu'ils dessinent une vision à long terme de l'évolution du monde, et donc de l'Afrique et de notre pays.

Bonne et heureuse année 2018.

Magazine Trimestriel du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Cité administrative Tour C 22<sup>ème</sup> Étage

Tél : 20 33 12 12

Directeur de Publication : **Ally Coulibaly**

Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur

Rédacteur en Chef : **Diamouténé Alassane Zié**

Rédacteur en chef Adjoint : **Stéphane Aka Anghui**

Secrétaire Général de Rédaction : **Mme Aminata Ouattara Coulibaly**

Responsable de la rédaction : **Hervé Kouassi A.**

Comité de Rédaction

Service Communication : **DGIA - DGIE - BIPIA - Cellule Cedeao**

Crédits photos, Infographie et Production

## Retour volontaire de migrants

# 4822 IVOIRIENS ONT RETROUVÉ LEUR PAYS ET LEURS FAMILLES

**4822 migrants sont rentrés au bercail grâce à l'action conjuguée du Ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur et ce depuis 2015.**



Après des mois de disette, plusieurs migrants ont pu regagner leur pays d'origine grâce aux efforts du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur.

Is avaient quitté leur pays en espérant rejoindre l'Europe. Pris au piège en Libye, le gouvernement ivoirien par le biais du ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, en action conjointe avec l'Organisation internationale pour les migrations a rapatrié ses ressortissants en détresse. 4822 migrants sont rentrés volontairement au pays depuis le début de l'opération en 2015.

En décidant de rapatrier ses ressortissants bloqués en Lybie, après avoir échoué de rejoindre l'Europe par la Méditerranée, le gouvernement s'est engagé à jouer la carte de la solidarité. Embourbés dans «l'enfer libyen» sans aucune possibilité de partir en Europe, les migrants en détresse ont été pris en charge par l'OIM et rapatriés par le gouvernement ivoirien. Plusieurs vols charter ont été organisés. Des équipes ont été mobilisées pour identifier puis ramener au pays, sous la vigilance de la direction générale des Ivoiriens de l'extérieur et la supervision du ministre Ally Coulibaly, des femmes, des jeunes et des enfants mineurs souvent non accompagnés.

Le jeudi 18 octobre dernier, le charter réalisait une énième rotation. Le quatorzième vol pour être plus précis. Ce jour-là, sur le tarmac de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, 107 migrants ont débarqué, soulagés de retrouver leur pays. Certains avaient presque atteint les côtes italiennes avant d'être rattrapés par la police libyenne et jetés en prison. D'autres n'avaient pas eu le temps de prendre une embarcation, abandonnés par les passeurs aux mains de la police. Ils ont tous connu la prison et vécu l'enfer. Le jeune Baézo Ismaël, 17 ans, a encore les images de cette souffrance. Il a raconté son calvaire, le quotidien de tous ses amis à sa descente d'avion. «On a tout vu, on a tout supporté et on ne mangeait pas. On nous frappait tout le temps. Dieu merci, le gouvernement est venu à notre secours. Je suis très content. J'ai échappé à la mort. Merci au président».

Tous les autres avant lui ont raconté le supplice libyen. Vécu avec effroi. Plusieurs témoignages font état d'une précarité déshumanisante que subissent femmes, enfants, jeunes hommes dans les geôles de la Libye. C'est donc un soulagement quand ils posent le pied sur le sol

ivoirien. Le geste reste le même à la descente d'avion. Un réflexe de survivant. Front contre terre. Et prières pour remercier Dieu de les avoir épargnés d'une mort devenue quasi certaine dans la Méditerranée.

Pour les accueillir, le ministre Ally Coulibaly et toute son équipe. Les équipes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), conduite par Mme Marina Schram. Au nom du Président Alassane Ouattara, le ministre Ally Coulibaly apporte la compassion du gouvernement. Il choisit les mots. Face à la détresse de ses compatriotes, il doit apporter soutien et réconfort. «Au nom du Président de la République, du Premier ministre et de l'ensemble du Gouvernement, nous sommes toujours là pour accueillir nos compatriotes rapatriés de la Libye et d'autres pays. C'est à chaque fois un moment d'intense émotion. J'ai échangé avec certains de ces jeunes qui reviennent de la Libye. Ils ont tous un point commun : ils sortent tous de prison. La plupart sont très fatigués. La Côte d'Ivoire est mobilisée», a-t-il indiqué, ému.

Pour le Directeur Général des Ivoiriens de l'Extérieur, M. Issiaka Konaté, toute cette opération montre que «le Gouvernement est aux côtés de sa population, qu'elle soit ici en Côte d'Ivoire ou à l'extérieur». L'objectif étant toujours de sortir les migrants des griffes des passeurs libyens.

Pour rappel, en novembre 2015, puis en mars et avril 2017, le Ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur avait déjà procédé par 3 vols, au rapatriement de 351 migrants en situation d'extrême précarité retenus en Libye. Depuis le mois de novembre, plusieurs autres vols ont été multipliés pour faire face à l'urgence.

Pour ceux qui ont pu regagner le pays, une deuxième vie se met en place. Une nouvelle chance que certains n'ont pas l'intention de rater. Selon le Ministre Ally Coulibaly, «ils vont bénéficier d'une assistance. Il y a aujourd'hui des possibilités en Côte d'Ivoire et l'une des actions essentielles, c'est d'appuyer les microprojets et de trouver des financements pour les petites et moyennes entreprises». Plusieurs centaines d'entre eux ont bénéficié de formation à l'Agence de formation professionnelle (Agefop) et de financement pour s'installer, dans le cadre du Fonds Fiduciaire de l'Union européenne, piloté par l'OIM.

## Séminaire bilan du ministère au Golf Hôtel

# OBJECTIF, PERFORMANCES EN 2018

*Le Ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur a organisé le 11 octobre un atelier, comme chaque fin d'année, afin de marquer une pause sur les activités de l'année et poser les jalons d'une nouvelle année.*



Entouré de son Directeur de Cabinet ( à droite) et de son Chef de Cabinet ( à gauche), le Ministre Ally Coulibaly a fixé les objectifs 2018 de son ministère.

Faire le bilan des activités de l'année 2017 et faire une projection pour l'année 2018. Tel est l'objectif de l'atelier bilan qui a réuni les membres du Ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, le lundi 11 décembre 2017 au Golf hôtel, à Cocody. «Ce n'est pas un nouvel exercice. Chaque fin d'année, nous procédons ainsi, pour nous faire une opinion de l'année. C'est un exercice idoine pour tout service qui se veut performant. Le but, c'est de présenter ce que nous avons pu faire par rapport à nos activités et faire des propositions à l'effet de les améliorer», a indiqué à l'ouverture de cet atelier, M. DIAMOUTÉNÉ Alassane Zié, Directeur de Cabinet

du ministère.

Il s'agissait de manière spécifique, entre autres, au cours de cette rencontre, de faire le bilan des dossiers et actions prioritaires en cours, s'approprier les différents documents de politique sectorielle existants et les actions liées à la diaspora. Les résultats attendus à la fin de cette rencontre sont les notes techniques sur les stratégies, les dossiers et actions prioritaires du ministère qui seront élaborés ainsi que des recommandations pour une meilleure coordination des actions en 2018. Le Ministre Ally COULIBALY a félicité ses collaborateurs tout en les exhortant à travailler davantage. Pour lui, «ce séminaire offre l'occasion de passer en revue les actions

de nos différentes directions, c'est un exercice auquel j'attache beaucoup d'importance, il nous permet de voir quelle direction nous pouvons prendre pour travailler efficacement, conformément aux directives du Président de la République et du Premier ministre».

Lors des travaux, les participants ont planché sur la recherche du financement du port sec de Ferkesédougou, l'usine de production de biolarvicides, le projet de développement intégré du Wassoulou, la lutte contre l'immigration irrégulière, le programme d'appui au commerce et à l'intégration régionale et le programme de partenariat interafricain pour la mobilité des talents.

## *Protection, retour et réintégration des migrants*

# UN PROJET DE 2,7 MILLIONS D'EUROS FINANÇÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE

**L'Union Européenne (UE) va accorder, à travers son Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFUE), un appui de 2,7 millions d'euros (environ 1,771 milliard FCFA) à la Côte d'Ivoire, en vue de financer un projet relatif à la protection et la réintégration des migrants dans le pays.**

Dénommé «Initiative FFUE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Côte d'Ivoire», ce projet financé par l'UE sera mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) en synergie avec le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur.

D'une durée de 36 mois, l'initiative FFUE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Côte d'Ivoire vise notamment à permettre la réintégration durable de 750 migrants, ainsi que la collecte de données pour améliorer les activités de réintégration dans les villes d'Abidjan, Daloa, Bouaké, Korhogo.

Des activités de sensibilisation et d'information qui seront également menées envers 200 communautés pour une population cible d'environ 10 000 individus. En plus de la production de 12 rapports régionaux liés à la collecte de données sur les flux et profils des migrants.

Selon le Ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Ally Coulibaly, cet appui financier de l'UE est la preuve que la Côte d'Ivoire est désormais éligible au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. «C'est une opportunité d'aider



Le Ministre Ally Coulibaly.

ces milliers de jeunes compatriotes qui font le choix de rentrer au pays», s'est-il félicité, lors de la cérémonie de présentation du projet tenue à Abidjan. À noter que cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre du Sommet de La Valette, signé conjointement par les Chefs d'État africains et européens à Malte en 2015, dont l'un des points principaux est «le retour, la réadmission et la réintégration» des migrants en situation irrégulière d'Europe, d'Afrique du nord, ainsi que d'autres pays de transit de la région ouest-africaine.

Pour l'Ambassadeur de l'UE en Côte d'Ivoire, Jean-François Valette, le retour des migrants est une priorité pour l'Europe qui est confrontée au chômage et à des tensions internes. «En date du 31 août 2017, ce sont 99 127 migrants clandestins qui ont été dé-

nombrés en Italie par l'OIM, avec un classement qui positionne le Nigeria, la Guinée, le Bangladesh et la Côte d'Ivoire», a-t-il révélé.

Lancé au Sommet de La Valette en novembre 2015, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et les personnes déplacées en Afrique est dotée d'une enveloppe de 1,8 milliard d'euros.

Déjà plus de 900 millions d'euros ont été engagés dans différents pays de la région du Sahel et du lac Tchad. Ceci, dans essentiellement des projets visant à prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés, ainsi qu'à faciliter la gestion de la migration.



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail  
MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE  
ET DES IVOIRIENS DE L'EXTÉRIEUR



M. Ally COULIBALY

Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur

“ Mes chers compatriotes ivoiriens résidant à l'extérieur, cette nouvelle demeure dont nous vous ouvrons largement les portes, est la vôtre. Elle sera ce que vous voudrez bien en faire. Toutes les filles et tous les fils de la Côte d'Ivoire qui vivent hors des frontières nationales y ont leur place. Nul ni personne n'en sera exclu. Elle sera à l'image de notre cher pays dont la commune volonté des populations de partager le même destin, au-delà des clivages politiques, ethniques, religieux ou sociaux, est plus forte que ce qui les divise. ”



## La DGIE comprend 4 directions

■ La Direction de l'Accueil, de l'Orientation et du Suivi des Actions de Réinsertions

■ La Direction de la Mobilisation des Compétences de la Diaspora

■ La Direction de la Recherche et de la Promotion des Opportunités Economiques

■ La Direction de l'Action Sociale et l'Information

## Les activités déjà réalisées

- ◆ Assistance au retour de 1279 ivoiriens en Côte d'Ivoire;
- ◆ Deux (2) éditions du Forum de la Diaspora;
- ◆ Rencontres régulières de la Diaspora Ivoirienne et participation aux rencontres internationales;
- ◆ La cartographie de la Diaspora Ivoirienne;
- ◆ Projet UE/OIM avec le concours de la DGIE sur la re-intégration des migrants;
- ◆ Mise en place du Prix Sectoriel «EBONY» sur la Migration;
- ◆ Distinction des meilleurs ivoiriens de la Diaspora;
- ◆ Campagnes Nationales de Sensibilisation contre la migration irrégulière dans 16 localités avec 5000 Km parcourus;
- ◆ Partenariat avec l'OIM, le Maroc, le CCME, la Fondation Friedrich Naumann;
- ◆ Les After Work de la Diaspora à Abidjan;

M. Issiaka KONATÉ >  
Directeur Général des Ivoiriens de l'Extérieur



## Les perspectives

- ◆ Mise en place du mécanisme d'investissement en faveur des ivoiriens de l'Extérieur;
- ◆ Le Haut Conseil des Ivoiriens de l'Extérieur;
- ◆ Forum délocalisé dans les pays d'accueil;
- ◆ Numéro Vert d'Urgence;
- ◆ Élaboration de la politique nationale de gestion des Ivoiriens de l'extérieur.

## Une Direction Générale au Service des Ivoiriens de l'Extérieur

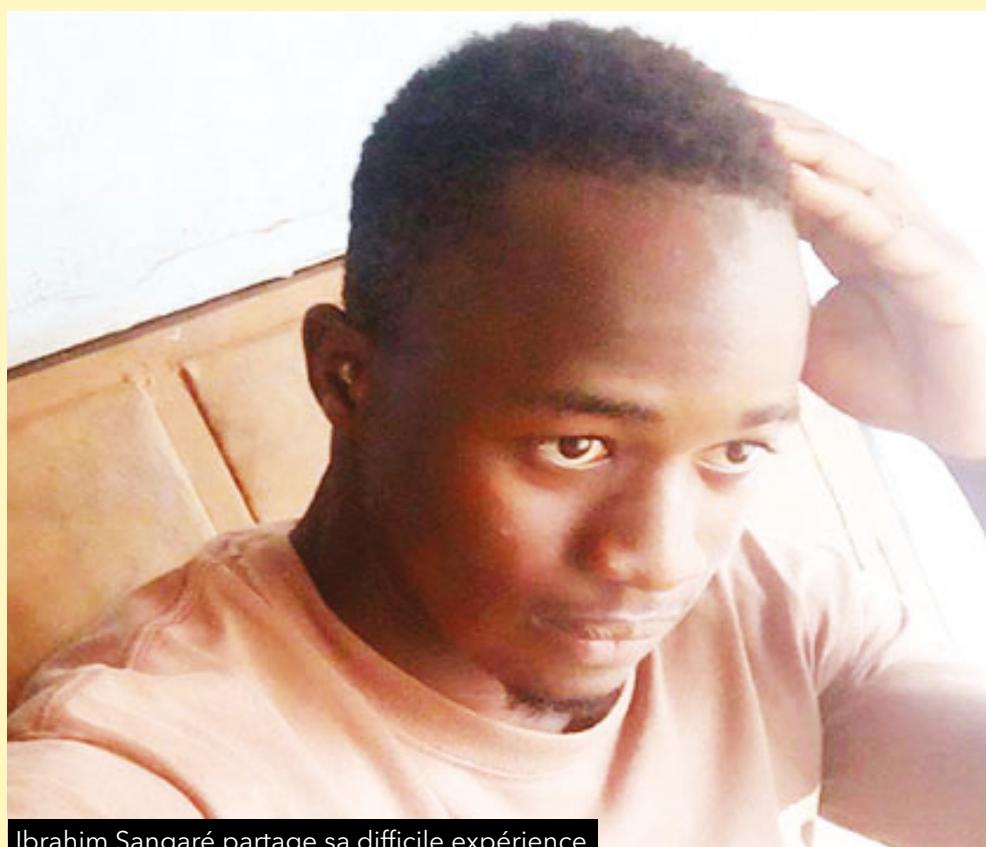


Abidjan II Plateaux, près de la Polyclinique des II Plateaux  
01 BPV 225 Abidjan 01 Tel.: (+225) 22 41 43 69 / (+225) 22 41 43 72 / (+225) 20 33 12 12  
info@integration.gouv.ci / www.integration.gouv.ci / www.diasporalivoirienne.dgie.ci

**Interview / Ibrahim SANGARÉ (ex-migrant)****« DE L'ENFER...JE REVIENS »**

**Ibrahim Sangaré (ex-migrant), élève dans un lycée de Daloa.**

*Elève dans un lycée de Daloa, Ibrahim Sangaré décide, sans avertir sa famille, de tout quitter et de partir en Europe, il y a un peu plus d'un an. Mais, pour ce jeune homme de 19 ans, l'aventure vire au cauchemar. Récit d'un voyage apocalyptique.*



Ibrahim Sangaré partage sa difficile expérience.

### **C**omment vous sentez-vous depuis que vous êtes de retour au pays ?

Je n'étais pas du tout bien. Les premières semaines qui ont suivi mon retour au pays étaient pénibles. J'étais éprouvé physiquement et mentalement. Je n'osais pas mettre la tête dehors. Je suis resté plusieurs jours enfermé dans la maison et je ne parlais à personne. Je ne sortais pas parce que j'avais honte du regard des gens et de leurs railleries. C'était

très dur à vivre. Mais, ça va mieux aujourd'hui. Grâce à l'Union de la Jeunesse communale de Daloa et son président Mamadou Soro, je remonte la pente ; et je reprends goût à la vie. Ils m'aident vraiment, à travers leurs conseils, à relever la tête ; à redevenir un garçon normal. J'ai été traumatisé par ce que j'ai vécu dans le désert et en Libye.

**Justement, vous étiez un élève régulièrement inscrit dans un collège de Daloa et contre toute attente, vous décidez de tout**

### **quitter pour tenter l'aventure... Pourquoi ?**

J'ai des amis en Italie qui me demandaient sans cesse de venir si je veux avoir une vie meilleure. Ils postent régulièrement des photos d'eux sur Facebook où on les voit bien habillés, et dans une belle ville. En voyant ces images, je l'avoue, je les enviais. Et puis, à la maison, la situation est difficile. Mon père est décédé et je suis le seul garçon de ma mère. J'ai trois grandes sœurs. C'est dur donc. Vu tout cela, j'ai décidé de partir à l'aventure. C'est ainsi qu'un jour, alors que ma mère était sortie, je suis rentrée dans sa chambre et j'ai pris l'argent qu'elle gardait pour partir. Je suis sorti pour atteindre un objectif, offrir un mieux-être à ma famille, surtout ma mère qui se sacrifie pour nous depuis le décès de notre père.

### **Quelle direction avez-vous pris dans un premier temps ?**

Je précise que j'avais demandé des renseignements à mes amis qui sont rentrés en Italie : comment faire pour les rejoindre ? Ils m'ont conseillé de passer par Gao au Mali où je trouverais des gens qui vont me conduire en Algérie, puis en Libye. Ainsi, j'ai pris d'abord le car à Daloa pour aller à Bamako au Mali. Et de Bamako, j'ai pris un autre car pour Gao. Une fois-là, j'ai rencontré des coxers (en fait, il s'agit de passeurs). Ils m'ont mis dans un groupe

de migrants que j'ai trouvés là-bas. Nous sommes restés quelques jours à Gao, le temps qu'ils organisent notre départ vers l'Algérie en traversant le désert. Cela nous a permis de nous connaître. Ensuite, nous avons embarqué dans un pick-up pour nous rendre à Talentant, la dernière ville malienne avant la frontière algérienne.

### Avez vous été attaqué et par qui?

Pendant le voyage, nous avons été attaqués par des gens armés, les Touaregs. Ils sont sortis subitement sur nous dans le désert. Et ils criaient : «Donnez l'argent ! Donnez l'argent !». Ils nous ont bloqués en exigeant que chacun paie 25 000 FCFA pour pouvoir continuer la route. Ils étaient très menaçants. Au moindre faux pas, ils peuvent te tirer dessus. Après nous avoir pris de l'argent, ils ont fouillé nos sacs, arraché nos bouteilles d'eau et jeté par terre les biscuits que nous avions pris pour tenir le coup pendant le voyage. Nous avons traversé Kidal, pour arriver à Talentant, où nous avons été conduits chez un chef rebelle touareg que tout le monde appelle Mohamed Talentant. En réalité, sans le savoir, nous avons été cédés à ce chef rebelle dont nous devenions la propriété. C'est là-bas que le trafic humain commence. Il nous fait garder dans un endroit. Puis, des gens, qui sont aussi des passeurs, viennent nous acheter entre 40 et 50 000 FCFA par individu. Quand ils nous récupèrent, ils nous exigent de payer chacun 150 000 FCFA pour aller en Algérie. Et ils nous disent, parfois avec un ton menaçant, d'appeler nos parents pour qu'ils envoient de l'argent pour cela. J'ai appelé ma mère qui a vendu un terrain qu'elle avait dans un quartier précaire de Daloa à 200 000 FCFA, pour m'envoyer de l'argent. Pour aller à Timiawine, la première ville algérienne après la frontière avec le Mali, à cause des

contrôles, le voyage se fait la nuit.

### En dehors des attaques, quelles sont les autres difficultés?

C'est une zone montagneuse avec beaucoup de rochers. Nous étions 66 personnes, avec un guide devant. Le voyage a été pénible. Dès que le soleil s'est couché, peu après 18h, nous avons pris la route. Nous avons marché, et rampé par moments, pour ne pas que les garde-côtes algériens nous voient, avec notre guide qui maîtrise la zone et les détours. Le trajet a duré jusqu'à 2h du matin. Il n'y avait pas d'arrêt encore moins de pause. Dès que quelqu'un avait un bobo, on le laissait derrière nous et on continuait notre chemin. Si quelqu'un était fatigué et qu'il voulait souffler, le guide n'attendait pas, il disait de continuer notre chemin. Certains d'entre nous sont restés en route. Quand nous sommes arrivés à Kiniawin, nous étions tout au plus 50. Nous n'avions plus de nouvelles des autres.

### Et qu'avez-vous fait ensuite ?

On pensait que le plus dur était derrière nous. Erreur. À Timiawine, le guide nous a installés dans un champ de dattiers. On y est resté

jusqu'au petit matin. Beaucoup d'entre nous ont dormi car très épuisés. Et le matin, des gens sont venus avec des pick-up. Après avoir échangé en arabe avec le guide, ils ont dit de monter dans leurs véhicules, au total cinq, et ils nous ont conduits sur des chantiers différents. Dans mon groupe, nous étions 18 personnes. Dès que nous sommes arrivés, ils ont ordonné qu'on descende du véhicule pour travailler. À la fin de la journée, ils sont venus pour aller nous déposer sous les dattiers où on a passé la nuit. Ils nous ont ainsi exploités comme ça pendant plus d'un mois. On travaillait du matin jusqu'au coucher du soleil sans manger ni boire. Le soir, ils nous donnaient 3 paquets de spaghettis à préparer pour 18 personnes avec un réchaud. Et en plus, on n'était pas payé car ceux qui nous amenaient sur le chantier encaissaient l'argent qui devait nous revenir.

### Pourquoi n'avez-vous pas cherché à vous enfuir ?

Au début, c'était compliqué. On ne connaissait pas l'endroit, on n'avait donc aucun repère. Tout était étranger pour nous. On a subi la situation, jusqu'à un moment donné.



Un migrant qui a perdu espoir.

Puis, moi je suis parti à Tamanrasset, pour travailler dans la ferme d'un monsieur d'un certain âge. Il fait de l'élevage de poulets, bœufs et moutons. Je travaillais de 6h au lendemain 5h du matin, presque 24h/24 pour l'équivalent de 100 000 FCFA dans la monnaie locale (dinars algériens). Après deux mois, je suis tombé malade. Mon employeur m'a dit qu'il ne pouvait pas m'emmener à l'hôpital parce que j'étais entré illégalement en Algérie et je n'avais pas de papiers. Je suis parti sans avoir d'ailleurs perçu la totalité de ma paie pour Garbaya avec le peu d'argent que j'avais mis de côté. J'ai pris le bus pour aller à Behdep, à la frontière entre l'Algérie et la Libye. Pour traverser la frontière, les passeurs demandent 150 000 FCFA. De là-bas, j'ai demandé à ma mère de m'envoyer de l'argent. Ce qu'elle a fait. J'ai trouvé d'autres migrants qui cherchaient à rentrer en Libye. Là-bas, la traversée se fait la nuit.

Après deux jours d'attente, nous avons pris la route avec notre guide à 18h, nous avons marché pour rentrer en Libye, en empruntant des chemins détournés vers 5h du matin. C'était en septembre 2016. Pendant le voyage, nous avons été attaqués 3 ou 4 fois par des bandits, qui sont, en fait, des coupeurs de route. La zone est très dangereuse. Parmi nous, il y avait des femmes avec leurs enfants dont des bébés. Pendant la traversée, c'était trop pénible pour elles de faire le trajet en portant leurs enfants. On leur venait en aide. J'ai pris par exemple l'enfant de Cynthia, une femme qui faisait aussi le voyage. Quand on est entré en Libye, le passeur nous a remis à d'autres personnes qui nous attendaient avec des pick-up. Ils nous ont entassés les uns sur les autres dans la partie arrière du pick-up destinée au port de bagages, et nous ont couverts de bâches. Nous étions dans un pick-up, les uns cou-

chés sur les autres. Et au-dessus de la bâche, des personnes étaient assises, puissamment armées avec des kalachnikovs. C'est ainsi qu'ils nous ont conduits à Gadamesse, où j'ai passé deux semaines.

### **Sans moyens comment avez-vous fait?**

Pour joindre les deux bouts, j'ai travaillé comme aide-maçon sur des chantiers de construction. Puis, j'ai embarqué pour Tripoli dans un véhicule avec d'autres migrants. Mais, nous avons été arrêtés en route par des groupes armés qui nous ont conduits à Tripoli où nous avons été jetés en prison. On mangeait une seule fois par jour. On nous donnait une soupe à 20h et le lendemain à la même heure, on donnait une petite quantité de riz non cuit dans une assiette et chacun avait droit à une cuillerée. Parfois, on faisait deux jours sans manger. C'était la souf-



Des migrants abandonnés à leur sort en plein désert.

france horrible. J'ai dû mon salut à un jeune de Daloa, qui vit à Tripoli. J'étais en prison avec son petit frère avec qui je travaillais en Algérie et que j'ai retrouvé à Gadamés. Il était venu faire sortir son frère de prison et il nous a fait sortir tous les deux. Et il m'a emmené chez lui où je suis resté trois semaines, quand l'un de ses amis Moussa Bakayoko, un Ivoirien qui est à Tripoli, est venu me proposer de faire la traversée de la Méditerranée pour l'Italie. En fait, il appartient à un réseau de passeurs. Il exigeait 400 000 FCFA pour la traversée. J'ai appelé ma famille en Côte d'Ivoire, qui n'a pu réunir tout l'argent et a envoyé 200 000 FCFA à l'adresse indiquée par Moussa Bakayoko. Je lui ai proposé de travailler pour compléter la somme. Il m'a installé dans un bâtiment du quartier Grigaresse où transitent tous les migrants qui arrivent à Tripoli. De là, ils étaient conduits au bord de la Méditerranée. Il y a quatre points d'embarquement. Je pensais enfin être arrivé au bout de mon rêve et qu'il suffisait d'un petit effort pour le réaliser.

Chaque matin donc, je partais travailler dur comme aide-maçon sur des chantiers de construction. Je prenais deux briques et je montais jusqu'au 7ème étage pour les déposer aux maçons. Je faisais ça du matin au soir, de 9h à 18h, pour environ 4000 FCFA par jour. Je leur apportais aussi le ciment.

## Avez-vous réussi à embarquer ?

Non. Notre dortoir va être attaqué deux fois, d'abord le 13 janvier 2017 à 5h du matin et ensuite le lendemain 14 janvier. Des bandes armées débarquent et mitraillent le bâtiment. Il y a des morts parmi nous. Dieu merci, j'ai la vie sauve mais je suis arrêté avec beaucoup d'autres rescapés. On nous envoie dans une prison. Là, c'était le calvaire total. Tous les matins, on nous

faisait sortir pour nous mettre en rang et nous chicoter.

Nous étions coincés dans une petite pièce, sans toilette. Si quelqu'un voulait faire ses besoins, on lui donnait à travers la grille un sachet. Là où on dormait, on se soulageait. Et quand on avait soif, on nous donnait de l'eau salée. Au début on la refusait, mais avec la soif on n'avait d'autre choix que de la boire. Certains tombaient malades et chaque jour, il y avait au moins un ou deux morts. Pour la nourriture, c'est un morceau de pain de 50 FCFA qu'on donnait à chacun tous les matins. Chaque jour, on priait Dieu dans la cellule pour ne pas mourir. À un moment donné, je m'étais fait une raison que je n'allais pas sortir de cet enfer. Et un jour, des émissaires de l'ambassade de Côte d'Ivoire en Tunisie sont venus recenser les Ivoiriens. C'est ainsi qu'ils ont organisé notre retour au pays avec le Ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur. J'ai regagné Abidjan le 21 mars 2017. Je les remercie de

nous avoir sauvés la vie.

C'était le grand soulagement pour certains et ... le regret pour d'autres...

En tout cas, pour moi c'était un immense soulagement. Je n'avais qu'une seule envie : rentrer, quitter cette horreur. Dans ma vie, je n'avais jamais vécu et vu une telle souffrance. Je reviens de l'enfer et je rends gloire à Dieu. Mais, certains compatriotes ne voulaient pas rentrer au pays, parce qu'ils ont volé de l'argent ou vendu de la marchandise qui ne leur appartenait pas pour partir. Je jure que je ne vivrai plus ce genre de souffrance dans ma vie.

## Que comptez-vous faire maintenant?

Je veux reprendre l'école. J'étais en 2nde A, quand j'ai tout plié pour partir. Mais, pour l'instant, je n'ai pu m'inscrire encore dans un établissement, faute de moyens. J'espère vraiment pouvoir le faire. Je veux reprendre ma vie d'élève.



## 2<sup>ème</sup> ÉDITION DU FORUM DE LA DIASPORA: *Diaspora Ivoirienne 32<sup>ème</sup> région*

# LE PREMIER MINISTRE AMADOU GON COULIBALY SALUE UNE INITIATIVE DE GRANDEUR

**Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a présidé le 22 mai à Abidjan, la deuxième édition du Forum de la diaspora ivoirienne. Axée sur les thèmes : «Diaspora ivoirienne, 32ème région de la Côte d'Ivoire» et «quelles réponses africaines au phénomène de l'immigration irrégulière», cette rencontre visait notamment à adopter une politique migratoire et une stratégie de mise en œuvre des mécanismes de gestion de la diaspora ivoirienne. Pour le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, les Ivoiriens vivant à l'extérieur dont le nombre est estimé à 1,2 million intéressent, autant que les autres, le Gouvernement en raison de leur «importance démographique, leur riche expérience, leur compétence avérée et de leur poids financier».**

Pour le Chef du Gouvernement, il s'agira donc à travers ce forum, qui s'inscrit dans la vision du Président Alassane Ouattara de faire une saine gestion de la question de l'immigration, de «créer les conditions d'épanouissement des migrants et d'ouvrir des pistes pour leur contribution décisive et efficiente à la construction et à la croissance de l'économie nationale».

Évoquant la question de l'immigration irrégulière, M. Amadou Gon Coulibaly a fait remarquer qu'à l'instar de bien d'autres pays africains, la Côte d'Ivoire est devenue «une terre de transit et de départ» vers d'autres destinations.

Il a assuré que le Gouvernement a engagé une lutte contre ce fléau, en mettant en œuvre des mesures incitatives et en renforçant les arsenaux institutionnels, juridiques et sociaux. À savoir, les campagnes de sensibilisation, la politique de promotion de l'employabilité des jeunes, le rapatriement volontaire de 1 200 migrants, etc.

Pour sa part, le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Ally Coulibaly a exprimé sa fierté de voir que ce forum suscite désormais un réel engouement.



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a présidé le 22 mai à Abidjan, la deuxième édition du Forum de la diaspora ivoirienne.

À l'en croire, les immigrés constituent, dans l'ensemble, un «atout inestimable et irremplaçable» et des «vecteurs de notre influence extérieure». Il est plus que nécessaire, selon lui, de renforcer la chaîne des valeurs que peuvent apporter les concitoyens de l'extérieur en termes d'investissements. Il a annoncé que la diaspora ivoirienne, composée de toutes les couches socio-professionnelles, est considérée comme la 32<sup>ème</sup> région de la Côte d'Ivoire.

Ally Coulibaly a toutefois indiqué que face à la complexité de la problématique de l'immigration, il

convient pour les pays de mutualiser leurs moyens pour développer une politique visant à répondre aux attentes légitimes de cette frange des Ivoiriens, à l'effet de juguler «ce phénomène social et historique» qui concerne 3,2 % de la population mondiale.

Pour information, ce forum dont la première édition s'est tenue en mai 2015, fait suite à l'appel lancé, le 26 mai 2011, à Paris par le Président Ouattara aux Ivoiriens de la diaspora afin que ceux-ci puissent rentrer en Côte d'Ivoire. Ledit forum sera meublé de panels de thématiques et de sessions.

## *Cartographie de la Diaspora Ivoirienne*

# ALLY COULIBALY PROMET LA MISE EN PLACE D'UN OUTIL EN LIGNE POUR 2018

*Avoir des chiffres précis sur le nombre d'Ivoiriens résidant à l'extérieur. C'est l'objectif de l'ambitieux projet sur la cartographie de la diaspora ivoirienne lancé par le ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur Ally Coulibaly, le jeudi 2 mars dernier à la CRRAE-Uemoa, au Plateau.*



Pour le Ministre Ally Coulibaly, la cartographie de la diaspora est une réponse aux besoins de ces derniers.

**L**e projet élaboré avec le concours et le soutien financier de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) devrait aider le gouvernement à disposer de données fiables par la mise en place d'un outil en ligne. À en croire le Ministre Ally Coulibaly, s'il est vrai que certaines études ont été menées et permettent aujourd'hui d'obtenir des informations sur la diaspora, le temps est venu de pousser plus loin. «Certes ces dernières années, il y a eu des tentatives pour mesurer la population ivoirienne ayant choisi de s'expatrier. Elle a eu tout au plus le mérite de fournir une estimation de la diaspora ivoirienne. Mais avouons-le, l'étude réalisée ne rend pas compte de l'importance du phénomène. (...)

il reste que nous ne savons pas, avec exactitude, à l'heure qu'il est, combien d'Ivoiriens résident à l'extérieur. Grâce à l'OIM, à travers le projet pilote de cartographie de la diaspora ivoirienne, l'obstacle qui s'est dressé jusqu'ici sur notre chemin est en voie d'être levé», a-t-il déclaré. Le projet pilote couvrira trois pays, notamment la France, les États Unis et le Sénégal et va coûter plus de 120 millions de francs CFA sur un an. «Il va permettre de collecter des données fiables et détaillées sur la diaspora ivoirienne. Ainsi, nous pourrons, désormais, assainir notre politique sur des statistiques crédibles», s'est réjoui le Ministre Ally Coulibaly qui a, par ailleurs, souhaité que l'action de l'OIM «fasse des émules» auprès d'autres par-

naires. Ally Coulibaly qui sait que le succès de cette opération dépend en grande partie des Ivoiriens de l'extérieur, les a invités à s'impliquer. «J'invite tous nos compatriotes à être des acteurs de la réussite de cette opération pilote qui nous aidera, sans aucun doute, à être encore plus utiles à notre diaspora», a-t-il lancé. Pour sa part, la représentante de l'OIM Mme Diéleba Konaté, a dit toute la disponibilité de l'organisation à accompagner le gouvernement ivoirien dans sa volonté de disposer d'éléments statistiques fiables pour mieux cerner sa diaspora.

«Le présent projet dont le lancement nous réunit ce jour répond au besoin du gouvernement ivoirien de mieux cerner le potentiel de la diaspora dans le développement du pays, et de mettre en place un outil qui permettra de collecter facilement et de manière fiable des informations sur la diaspora ivoirienne», a-t-elle déclaré.

Crée en 1951, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est aujourd'hui un Organisme membre du système des Nations Unies. Dynamique, prompte à réagir et soucieux d'obtenir des résultats, elle s'attache à promouvoir partout dans le monde des migrations s'effectuant en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine, en satisfaisant les besoins des gouvernements et des migrants en termes de politiques.

# 52ÈME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

**16 Décembre 2017, Abuja, République fédérale du Nigeria**

**L**a 52ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue à Abuja, capitale de la République fédérale du Nigeria et siège de l'institution, le 16 décembre 2017, en présence des chefs d'État dont le Président ivoirien SEM Alassane OUATTARA. D'importantes décisions ont été prises à l'issue du Sommet, en vue d'impulser une nouvelle dynamique à l'institution régionale ouest-africaine.

D'abord, conformément à la décision prise lors de la 48<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement tenue les 16 et 17 décembre 2015 à Abuja, la Conférence a réaffirmé la fin des mandats en cours des fonctionnaires statutaires pour le 28 février 2018. À cet effet, la Conférence attribue le poste de président de la Commission de la CEDEAO à la République de Côte d'Ivoire. Le Président de la République de Côte d'Ivoire a présenté la candidature de Monsieur Jean-Claude BROU, actuellement Ministre de l'Industrie et des Mines de la République de Côte d'Ivoire à ce poste. Et la Conférence approuve cette nomination de Monsieur Jean-Claude BROU, en qualité de président de la Commission de la CEDEAO pour un mandat de quatre (4) ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018. S'agissant de l'attribution des autres postes statutaires aux États membres, la Conférence invite le président sortant de la Commission à travailler dès à présent avec le président entrant pour faciliter la prise de fonction des nouveaux membres statutaires.

Pour ce qui est des autres décisions prises, après plus de 40 ans d'existence de la CEDEAO et déplorant le faible niveau du taux d'intégration économique, le Sommet a invité la Commission, en collaboration avec les États membres, à «accélérer la mise en œuvre des projets



Photo de famille de la 52<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

et programmes intégrateurs aussi bien dans le domaine des infrastructures que dans le domaine plus global de l'amélioration de l'environnement des affaires et de la compétitivité des entreprises». Concernant la création de la monnaie unique, la Conférence a «salué les progrès réalisés par l'ensemble des Institutions de la CEDEAO impliquées dans la conduite des activités de la Feuille de route de la monnaie unique de la CEDEAO, et a réaffirmé son engagement dans la poursuite et l'accélération de la réalisation» de l'agenda de l'intégration économique et monétaire de la CEDEAO. Sur la question, le Président du Faso a expliqué que «l'option a été toujours maintenue que 2020 doit être la date de la création de la monnaie de la CEDEAO, étant entendu qu'on le ferait de façon progressive en considérant que tous les pays qui pourront répondre aux critères de convergence vont commencer à battre la monnaie CEDEAO, en attendant que les autres pays puissent se conformer et intégrer le processus de cette monnaie-là». Au titre du processus de réforme institutionnelle en cours au sein des institutions de la Communauté, la Conférence a, une fois de plus, insisté sur la nécessité «d'opérer les réformes structurelles et institutionnelles propres à permettre aux institutions de la CEDEAO d'être plus efficaces et plus efficientes». Elle a exhorté la Commis-

sion à «diligenter la mise en œuvre du projet de réforme institutionnelle et veiller à la mise en place des processus de gestion du changement pouvant assurer le bon fonctionnement des institutions et agences communautaires restructurées».

Sur l'adhésion de nouveaux membres à la CEDEAO, la Conférence a décidé de mettre en place un comité de chefs d'État et de gouvernement composé de la République togolaise, de la République de Côte d'Ivoire, de la République du Ghana, de la République de Guinée et la République fédérale du Nigeria pour adopter les Termes de Références et superviser l'étude approfondie des implications de cette adhésion.

Au titre des questions de paix, de sécurité et de démocratie, la Conférence réaffirme son attachement à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans l'espace CEDEAO qui sont des conditions sine qua non pour le développement économique durable de la région. La Conférence reste préoccupée face à l'expansion des attaques terroristes dans la région et exprime sa totale solidarité avec les pays frappés par le terrorisme. Elle réaffirme sa détermination à poursuivre, sans relâche, le combat contre le terrorisme et salue les efforts déployés aux niveaux national et régional pour parvenir à faire face à ce fléau.

**BIOGRAPHIE****JEAN-CLAUDE BROU, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO**

**J**ean-Claude Brou, ministre ivoirien de l'Industrie et des Mines, vient d'être nommé à la tête de la Commission de la CEDEAO à la faveur de la 52<sup>ème</sup> réunion ordinaire des chefs d'État de la région, tenue le 16 décembre à Abuja. Pour le premier Ivoirien à occuper ce poste, le choix a été porté sur un technocrate qui a fait ses classes dans les institutions de Bretton Woods et à la BCEAO et aussi au sein des cabinets ministériels de son pays. Titulaire d'un

doctorat en sciences économiques (1982) et d'un MBA en finance (1980), diplômes obtenus à l'université de Cincinnati (Ohio, USA) où il a exercé comme assistant au département d'économie, Jean-Claude Brou est également passé par l'université d'Abidjan où il a décroché une maîtrise en économie en 1976.

Une belle carrière qui démarre au Fonds monétaire international (FMI) en 1982, en tant qu'économiste, puis comme économiste principal en charge de plusieurs pays africains dont le Sénégal, où il a été le représentant résident durant deux ans (1990-1991). De 1991 à 1995, son pays lui fait appel et il occupe le poste de conseiller économique et financier d'Alassane Ouattara, alors Premier ministre de Félix Houphouët-Boigny, puis de Daniel Kablan Duncan qui lui succéda.

En 1996, la tête bien faite et bien pleine, il est promu directeur de cabinet du Premier ministre Kablan Duncan, et conserve ce poste jusqu'en 1999. Parallèlement, il fut, durant cette époque, le président du Comité de privatisation et mena à ce titre un important programme de réformes conduisant à la privatisation de 70 entreprises publiques opérant dans divers secteurs économiques (agro-industrie, télécommunications, chemin de fer, banque).

Jean-Claude Brou, par la suite, fait son entrée à la Banque centrale des États de Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2000 où il occupe plusieurs postes de direction dont celui des études économiques et de la monnaie, avant d'être nommé conseiller spécial et contrôleur général,

supervisant à ce titre les directions de l'audit et de la prévention des risques de 2007 à 2008.

Avant de rejoindre le gouvernement ivoirien en novembre 2012 en qualité de ministre de l'Industrie, poste auquel a été adjoint celui des Mines en juillet 2013, le désormais président de la Commission de la CEDEAO a été représentant résident de la Banque mondiale au Tchad de 2010 à 2013, puis consultant auprès du gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC).

Il a marqué son passage à la tête du ministère de l'Industrie et des Mines, en étant le principal artisan du nouveau code minier adopté en 2014. Code d'ailleurs primé au niveau international par le Forum Mines and Money, la même année. Une réussite qui attire les investissements dans un secteur minier peu exploité. Sous sa houlette, la production d'or passe de 12 tonnes en 2011 à 25 tonnes en fin 216. Toujours sous sa houlette, notre pays se prépare à ouvrir ses premières mines de nickel et de bauxite. Dans le secteur industriel, il convient de noter qu'il avait à charge le projet de la nouvelle zone industrielle du Pk 24 à Abidjan, un espace de près de 1 000 hectares appelé à être la vitrine industrielle du pays.

Dans ses nouvelles fonctions à la tête de la CEDEAO, Jean-Claude Brou devra mener à terme le processus d'adhésion du Maroc au sein de l'organisation ouest-africaine et mener à bien le retour de la Mauritanie. L'un des grands défis restera à renforcer le processus d'intégration économique et faire avancer la question cruciale de la monnaie unique ouest-africaine qui a raté l'échéance limite initiale de 2020. Jean-Claude est marié et père de deux enfants. Il a pris fonction le 1er mars 2018, en remplacement du Béninois Marcel de Souza. Sa nomination à ce poste sonne comme une diplomatie gagnante de la Côte d'Ivoire, sous la conduite du Président Alassane OUATTARA.

## *La coopération bilatérale avec le Royaume de Belgique*

Les relations entre le Royaume de Belgique et la Côte d'Ivoire se portent à merveille. Le Président Alassane Ouattara et Son Altesse Royale la Princesse Astrid de Belgique, représentant le Roi des Belges, ont co-présidé une cérémonie de signature d'accords bilatéraux, au cours de laquelle le Ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, M. Ally Coulibaly, et le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires Étrangères et des Affaires Européennes de la Belgique, M. Didier Reynders, ont exalté les relations d'amitié et de coopération entre la Côte d'Ivoire et la Belgique, et pris l'engagement d'œuvrer à leur consolidation et à leur renforcement.

Sept accords et un mémorandum d'entente ont été signés entre le Royaume de Belgique et la République de Côte d'Ivoire dans les domaines du transport aérien, de la protection de l'environnement, de la construction d'ouvrages d'art, des exportations, de la promotion et de la facilitation des investissements, de l'énergie, des infrastructures, du développement du secteur de l'électricité et portuaire.



## *Le ministre Ally Coulibaly rend un hommage au Maroc pour sa politique de régularisation des migrants*

Le Ministre Ally Coulibaly, ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, a été invité à la 4<sup>ème</sup> édition du Forum annuel de l'Immigration à Rabat, Maroc.

Le ministre y a prononcé une allocution à l'ouverture, aux côtés de ses homologues. Il a rendu un hommage au Maroc pour sa politique de régularisation des migrants dont plus de 3000 Ivoiriens ont bénéficié. Notons que le Maroc apporte aussi un soutien à la Côte d'Ivoire dans la mise en place des mécanismes d'appui à l'investissement des Ivoiriens de l'Extérieur et d'un organe représentatif de la communauté ivoirienne expatriée. Des rencontres de haut niveau suivront ce Forum. Il est aussi question de mutualisation. Le Ministre Ally Coulibaly est accompagné de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Maroc et du Directeur Général des Ivoiriens de l'Extérieur.



## *L'envoyé spécial de la chancelière Merkel reçu par Ally Coulibaly*

L'ambassadeur Harro Adt, émissaire de la chancelière Angela Merkel, a été reçu en audience par le ministre Ally Coulibaly. L'ancien ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Mali et en Centrafrique est l'ambassadeur spécial de la cellule « candidature allemande au Conseil de sécurité 2019/2020 ». L'ambassadeur a expliqué les raisons de la candidature de son pays au Conseil de sécurité de l'ONU. L'Allemagne brigue un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2019-2020.



## *Avec l'ambassadeur de Chine en Côte d'Ivoire*

La République Populaire de Chine confirme sa volonté d'accompagner la Côte d'Ivoire dans son ambition d'atteindre l'émergence à l'horizon 2020. Son Excellence Monsieur Tang Weibin l'a réaffirmé au ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Ally Coulibaly. Le diplomate chinois a été reçu en audience par le Ministre Ally Coulibaly, assurant l'intérim du ministre des Affaires étrangères, le jeudi 2 février dernier à son cabinet, au Plateau. Au cours des échanges, l'ambassadeur a annoncé l'arrivée d'une importante délégation conduite par le Vice-ministre chinois du Commerce, Qian Keming. Constituée d'hommes d'affaires, la délégation a participé à la deuxième édition de la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique (CIEA 2017) qui s'est tenue du 28 au 30 mars 2018 à Abidjan.



*Le Ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Ally Coulibaly, a reçu plusieurs personnalités en audience au cours de l'année 2017. Une année chargée en émotion et en couleurs et qui laisse entrevoir une année 2018 plus rayonnante et plus studieuse.*



**SEM Stefano Lo Savio et Ally Coulibaly.**



**Konan Marie-Laure, lauréate du Prix d'Excellence de la meilleure Ivoirienne de la diaspora.**



**M. Djibo Youssouf Nicolas, lauréat du Prix d'Excellence du meilleur promoteur de l'Intégration Africaine, recevant son trophée des mains du Président Alassane Ouattara.**



**Yamoussoukro, 24 et 25 août 2017- Atelier de restitution et de validation du PSI 2017-2021 (Plan stratégique de l'intégration).**



**Mme Joséphine Charlotte Mayuma Kala ( à gauche), représentant spécial du président de la Commission de l'UA en visite de travail.**



**Ouverture de la 2<sup>ème</sup> édition du forum de la diaspora.**

*Avec les différentes directions de son ministère, le Ministre Ally Coulibaly a été sur tous les fronts afin d'être le plus proche possible des préoccupations des Ivoiriens de l'Extérieur, des migrants irréguliers et des questions de l'Intégration.*



Visite de courtoisie et de travail du nouvel ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, SEM Gilles Huberson. Il promet des projets entre les régions et la diaspora.



Les jeunes migrants heureux de retrouver leurs familles et leur pays.



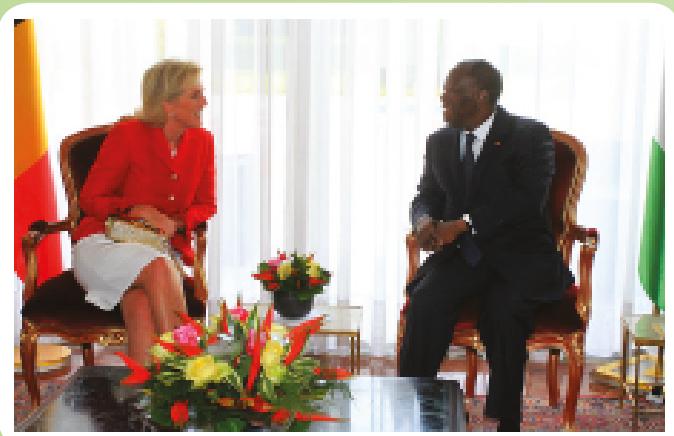
Mme Aminata Ouattara Coulibaly, Chef de cabinet recevant du matériel informatique de l'OIM pour recenser les Ivoiriens de l'Extérieur.



Signature entre la Côte d'Ivoire et ICCO de l'avenant de l'accord de siège de l'Organisation Internationale du Cacao.



Issiaka KONATÉ, DG des Ivoiriens de l'Extérieur, à une conférence sur l'interaction entre politiques publiques et migrations, organisée par l'AFD à Paris.



Le Président Alassane Ouattara et Son Altesse Royale la Princesse Astrid de Belgique, représentant le Roi des Belges.



Née à Daloa, patronne dans mon pays.

30 ans, restauratrice

Je dis **NON**  
à la migration irrégulière !

MON  
**PARADIS**  
C'EST  
**ICI**

Organisation Internationale pour les Migrations ( OIM ) - Côte d'Ivoire :

Cocody les II Plateaux Vallon • Lot N° 1616 Rue J 107 • Abidjan Côte d'Ivoire • Tél: +225 22 52 82 00 • Email: iomabidjan@iom.int • Internet: <http://www.iom.int>

Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur ( DGIE ) :

Abidjan Cocody vers la Polyclinique des II Plateaux • [www.integration.gouv.ci](http://www.integration.gouv.ci) • Tél: 22 41 43 72



MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE  
ET DES IVOIRIENS DE L'EXTÉRIEUR

**DGIE**  
Direction Générale des Ivoiriens  
de l'Extérieur



Organisation Internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



Ministère fédéral  
des Affaires étrangères

## Accord de Partenariat Économique (APE)

# LA CÔTE D'IVOIRE DÉVOILE SA STRATÉGIE

**Depuis le 31 octobre, la Côte d'Ivoire dispose d'une stratégie 2017-2020 de mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique (Ape) avec l'Union européenne. Ce document stratégique a été présenté au chef du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly, au cours d'une cérémonie qui a eu lieu à la Primature au Plateau.**

**L**a stratégie APE se décline en vingt mesures regroupées autour de cinq principaux axes. Ces derniers portent respectivement sur le renforcement de la gouvernance nationale de l'Ape, le renforcement de son appropriation nationale, la mise en œuvre des réformes de disciplines issues de cet accord. La stratégie ivoirienne, qui «constitue un signal fort» dans le cadre du raffermissement des relations avec l'Ue, comme le fait remarquer Jean-François Valette, ambassadeur de l'Ue en Côte d'Ivoire, met également un accent particulier sur la promotion et la prospérité des entreprises et la réalisation d'investissements structurants. «L'Ape est en parfaite cohérence avec les objectifs du Plan national de développement 2016-2020», ajoute le chef du gouvernement. Pour Kaba Nialé et Ally Coulibaly, respectivement ministres du Plan et du développement et de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, cette mise en œuvre est profitable pour le pays.

Déjà le gouvernement ivoirien est «convaincu que la mise en œuvre de l'Ape contribuera à la compétitivité de notre économie ainsi qu'à l'accroissement de la capacité de production, de transformation et d'exportation des produits agricoles et industriels ivoiriens», a souligné le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. L'Ape pourrait favoriser la délocalisation et l'implantation en Côte d'Ivoire d'entreprises euro-



Les membres de la Commission Nationale APE posent avec le Premier ministre.

péennes et de pays tiers, particulièrement dans les secteurs de l'agro-industrie et des services associés. L'objectif est d'accroître la transformation des produits comme le cacao, l'anacarde, l'hévéa, etc. C'est pourquoi, il promet que le gouvernement mettra tout en œuvre pour poursuivre de vastes programmes de réformes sectorielles et structurelles. L'objectif est de faire du secteur privé national et international le moteur de notre croissance économique. Celui-ci est appelé à investir dans le cadre du Pnd (30 000 milliards de FCFA), 62% de ce montant.

**Engagement du gouvernement :** «Je peux vous assurer que les différents engagements contenus dans l'accord et traduits dans la stratégie seront tenus...», assure le Premier ministre Gon Coulibaly, à l'occasion de ce lancement auquel ont également pris part des ambassadeurs

de l'Ue, des représentants d'organisations sous-régionales, la société civile, le secteur privé. «Je prends ici l'engagement que chaque département ministériel, dans le cadre de la mise en œuvre du Pnd, sera appelé à inclure dans ses plans opérationnels des actions liées aux engagements de l'Ape», ajoute-t-il. La Côte d'Ivoire qui, en attendant, s'est engagée dans un accord intérimaire (en 2008 et ratifié en 2016) comme son voisin ghanéen, pour préserver leurs exportations avec un accès au marché de l'Ue en franchise de droit, espère tirer un profit encore plus important en allant à un accord régional. «Malheureusement, sur le chemin, il y a encore des obstacles», a souligné le ministre Ally Coulibaly. La Mauritanie, la Gambie et le Nigeria n'ont pas encore signé cet accord pour des raisons qui leur sont propres.

## *Organisation Internationale du Cacao (ICCO)*

# LA CÔTE D'IVOIRE ABRITE LE SIÈGE

*Depuis le 25 avril 2017, le siège de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) a officiellement quitté Londres pour Abidjan. Cela faisait 15 ans que les autorités ivoiriennes attendaient ce moment. Premier pays producteur de cacao au monde, l'ambition était légitime. Avant d'en arriver à ce moment, il a fallu passer par plusieurs étapes dont celui de la signature de l'avenant à l'accord de siège.*



Après 15 ans de lutte, les autorités ivoiriennes peuvent se féliciter du fait que la Côte d'Ivoire abrite depuis le 25 avril 2017 le siège de l'Organisation Internationale du cacao (ICCO).

**L**e Ministre de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Ally Coulibaly et Luis Valverde, président du Conseil international du cacao ont procédé à la signature de l'accord, le mercredi 15 mars dernier, au cours d'une cérémonie solennelle à son cabinet au Plateau. Assurant l'intérim du ministre des Affaires étrangères à cette cérémonie, Ally Coulibaly a dit sa joie de prendre part, au nom du gouvernement ivoirien, à la signature de l'accord de siège entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'ICCO. «Cet accord, a-t-il dit, marque le retour en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial du cacao, du siège de l'Organisation Internationale du Cacao.» «C'est Londres qui, pendant 44 ans, a abrité le siège de l'ICCO.

Pour nous, il s'agit d'un retour à la maison puisque nous n'avons pas pu concrétiser l'accord de siège qui a été signé en 2002 ; il a fallu at-

tendre 15 ans pour que cela se matérialise», a-t-il indiqué. Cet accord de siège vient donc remplacer celui du 22 novembre 2002 et permettra à l'Organisation de mieux remplir sa mission, dans la mesure où «il renforce et précise les priviléges et immunités dévolus à l'Organisation Internationale du Cacao». L'acte qui vient d'être paraphé témoigne, à entendre Ally Coulibaly, de l'importance que le chef de l'Etat attache au cacao qui représente 15% du PIB de la Côte d'Ivoire.

La signature de l'accord de siège, pour Luis Valverde, matérialise la réalisation d'un rêve qui est que l'ICCO doit se trouver dans le premier pays producteur de fèves de cacao. «Nous pensons que l'ICCO doit se trouver dans un pays producteur où la réalité de la production se trouve. C'est pour cela qu'après plusieurs années de négociations, le Conseil de l'ICCO a donné son accord à la délocalisation à Abidjan», a justifié le président du Conseil international du cacao.





## BUREAU IVOIRIEN POUR LA PROMOTION DE L'INTEGRATION AFRICAINE

### MISSIONS

- ✓ Servir de porte d'accès aux organismes publics ou privés impliqués dans le processus de l'intégration en vue de relations de coopération;
- ✓ servir de point focal de CEDEAO et du NEPAD ;
- ✓ assister les acteurs non étatiques ;
- ✓ concevoir, produire et diffuser pour son compte ou celui d'un organisme tiers, tout module ou document, sur tout support, destiné à former, informer et stimuler le publics, les acteurs non étatiques et la société civile, aux enjeux multidimensionnels de l'intégration.

### LES CLUBS DE L'INTEGRATION AFRICAINE



### LES JOURNÉES DES COMMUNAUTÉS CEDEAO



### LA BIBLIOTHÈQUE DE L'INTEGRATION AFRICAINE



### LA JOURNÉE DES PARTENAIRES



### MASTER DE L'INTEGRATION AFRICAINE





LE MINISTRE ALLY COULIBALY



DIAMOUTÉNÉ ALASSANE ZIÉ,  
Directeur de Cabinet



STÉPHANE AKA ANGHUI,  
Directeur de Cabinet  
Adjoint



AMINATA OUATTARA COULIBALY,  
Chef de Cabinet



ISSIAKA KONATÉ,  
Directeur Général des Ivoiriens  
de l'Extérieur



WAUTABOUNA OUATTARA,  
Directeur Général de  
l'Intégration Africaine